

Présidentielle, Bruxelles se réjouit malgré la poussée eurosceptique

Par Céline Schoen (à Bruxelles), le 24/4/2017 à 04h38

Les responsables européens n'ont pas caché leur soulagement, alors qu'Emmanuel Macron est arrivé en tête du premier tour de la présidentielle.

C'est sans compter qu'un peu plus de la moitié des électeurs français se sont tournés vers des partis qui défient l'Union européenne.



« Bruxelles était très inquiète ; ce matin, j'observe un certain soulagement, voire même de la joie », témoignait le commissaire européen aux affaires économiques Pierre Moscovici, lundi 24 avril, alors que s'ouvrait à peine la période cruciale de l'entre-deux-tours. Avant d'ajouter, plus grave, soudain : « Mais il faut éviter le soulagement facile des lendemains enchantés. »

Un grand « ouf ! »

La pole position du résolument pro-européen Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle française met du baume au cœur de Bruxelles où, encore sous le choc des votes pro-Brexit et pro-Trump, beaucoup avaient imaginé le pire : Marine Le Pen, prêtresse du « Frexit », écrasant d'emblée tous les autres candidats. « Le soulagement est évident car les résultats montrent que la victoire des populistes et des europhobes n'est pas inéluctable », constate Nathalie Brack, politologue au Cevipol, le centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

À LIRE : Présidentielle, le programme d'Emmanuel Macron

Jean-Claude Juncker, à la tête d'une Commission qu'il revendique « *politique* », n'a pas hésité à féliciter le candidat d'En Marche (alors même que la moitié du chemin reste à parcourir), tandis que Federica Mogherini, la cheffe de la diplomatie européenne, a tweeté : « *Voir les drapeaux de la France et de l'Union européenne (UE) saluer le résultat d'Emmanuel Macron, c'est l'espoir et le futur de notre génération.* » Au point de donner l'impression d'une victoire écrasante de l'europhile.

Voir les drapeaux de la [#France](#) et de l'[#UE](#) saluer le résultat de [@emmanuelmacron](#), c'est l'espoir et le futur de notre génération

— Federica Mogherini (@FedericaMog) [23 avril 2017](#)

Pas le scénario de 2002

Même si la réussite d'Emmanuel Macron reste le scénario le plus probable, rien n'est pourtant acquis à ce stade. Bruxelles doit garder à l'esprit que 40 % des citoyens ont voté pour elle et pour Jean-Luc Mélenchon, c'est-à-dire contre l'UE et contre l'euro. Une fois ajoutés les scores des autres candidats eurosceptiques – tous hormis François Fillon, Emmanuel Macron et Benoît Hamon – le niveau de méfiance cumulée vis-à-vis des institutions européennes dépasse même la barre des 50 %.

« *L'élection de 2017 n'est pas celle de 2002 : Macron n'aura pas 82 % des voix, prédit Pierre Moscovici. Le réflexe républicain s'est émoussé chez une partie des Français, le FN s'est banalisé et les tensions sociales sont plus fortes aujourd'hui qu'il y a 15 ans.* »

À LIRE : [Présidentielle, le programme de Marine Le Pen](#)

La cristallisation de la campagne autour de l'UE est très probable dans cette ultime ligne droite, alors que les divergences traditionnelles entre gauche et droite semblent laisser place à un nouveau clivage entre ouverture et repli nationaliste, avec des projets diamétralement opposés entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. « *Nous espérons un véritable débat public sur l'Europe et ses enjeux dans les deux semaines qui viennent* », a déclaré Margaritis Schinas, porte-parole en chef de la Commission, alors qu'il justifiait l'empressement de Jean-Claude Juncker à rallier la cause d'Emmanuel Macron.

Côté Parlement, l'eurodéputée socialiste Christine Revault d'Allonnes Bonnefoy l'affirme : « *L'UE doit montrer qu'elle n'est pas un frein à quoi que ce soit.* »

Une chance pour le moteur franco-allemand

Beaucoup d'observateurs estiment que le danger n'est que provisoirement écarté. « *La menace posée par la droite radicale et populiste ne va pas s'éteindre d'un coup, de même que tous les électeurs laissés pour compte dans les messages actuels envoyés par Bruxelles ne vont pas disparaître* », prévient Nathalie Brack.

À Bruxelles, donc, de savoir les reprendre à bord : « *Le retour au « business as usual » – « la politique comme d'habitude » – n'est pas une bonne idée, continue la politologue. Mais l'espoir d'une relance grâce au moteur franco-allemand, est maintenant réel.* » Car ni Angela Merkel ni Martin Schulz ne donneront de sueurs froides aux Européens.

Céline Schoen (à Bruxelles)